

Mesures et démesures du modèle français

Nicolas BAVEREZ

**Depuis sa création, l’Institut Diderot s’est imposé comme
un espace de réflexion indépendant, libre et exigeant,
ouvert aux grands défis contemporains.**

Il réunit des penseurs, des scientifiques, des économistes,
des philosophes et des experts de la société civile pour décrypter,
avec exigence intellectuelle et ouverture d’esprit,
les grandes mutations de notre époque.

L’Institut Diderot se voulant à la fois un espace de dialogue
et un diffuseur d’idées, accessible à tous, nous avons le plaisir
de vous offrir ce carnet, prolongement naturel des idées échangées
lors de cette conférence.

Vous en souhaitant bonne lecture,

Hélène Béjui-Hugues,
Président de l’Institut Diderot

**INSTITUT DIDEROT,
PARTAGEONS NOS IDÉES POUR UN AVENIR ÉCLAIRÉ !**

Mesures et démesures du modèle français

Nicolas BAVEREZ

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 9

Mesures et démesures du modèle français

Nicolas Baverez

p. 15

Questions de la salle

p. 37

Les publications de l’Institut Diderot

p. 59

Avant-propos

Sur le thème que notre Conseil d'orientation a choisi pour l'année 2025 (« Mesures, démesures et modèles »), il fallait évidemment consacrer une séance – au moins une – à la situation de notre pays. Il nous a semblé que Nicolas Baverez, qui venait de publier un livre intitulé *Sursaut* (L'Observatoire, 2024), était tout indiqué pour traiter au mieux ce sujet difficile. Aussi lui avons-nous proposé ce titre, qu'il a eu la gentillesse d'accepter : *Mesures et démesures du modèle français*.

Économiste et historien réputé, disciple à sa façon de Raymond Aron, Nicolas Baverez s'est fait connaître du grand public, en 2003, par un essai retentissant : *La France qui tombe : un constat clinique du déclin français*. Aussi le range-t-on volontiers parmi les « déclinistes ». Son nouveau livre, par son titre, semble vouloir infirmer cette étiquette trop commode. Mais son sous-titre *La France qui tombe, 20 ans après* nous rappelle qu'un sursaut est d'autant plus nécessaire que la situation est plus inquiétante.

Tel est bien, pour notre invité, le cas. Le modèle économique et social français, caractérisé par des dépenses

publiques considérables (58 % du PIB) et financé à crédit (la dette publique est passée de 10 % du PIB, en 1973, à 114 % en 2024), est devenu « insoutenable », au point que, « dans l’Europe d’aujourd’hui la France est devenue un contre-modèle, l’exemple de ce qu’il ne faut pas faire dans le monde du XXI^e siècle ».

Pessimisme ou lucidité ? Déclinisme ou volonté de sur-saut ? Le lecteur jugera. Mais les chiffres doivent au moins attirer notre attention. La France, qui était, en 2000 comme en 1900, la quatrième économie du monde, est « désormais tombée au 7^e rang », en même temps que sa population s’est appauvrie, au moins relativement (le PIB par habitant est passé du 10^e rang mondial, en 1980, au 26^e aujourd’hui).

Que s’est-il passé ? Le point de bascule, selon notre intervenant, se situe en 1981, quand on passe d’une « politique de la France », de la croissance et de l’offre, à une « politique des Français », de la « décroissance à crédit » et de la redistribution, laquelle ne redistribue en vérité que « des revenus fictifs ». Cela me fait penser à ce qui reste mon premier souvenir proprement politique. Enfant, j’avais interrogé mon père sur la différence entre la droite et la gauche. Je n’ai jamais oublié sa réponse : « Être de droite, c’est vouloir la grandeur de la France ; être de gauche, c’est vouloir le bonheur des Français. » Dans sa bouche, cela donnait raison à la droite (mon père, très anglophile et très réactionnaire, n’avait guère de sympathie pour les Français). Dans la mienne, si je devais reprendre la formule, cela donnerait plutôt raison

à la gauche, mais non sans m'inquiéter quelque peu : comment les Français seraient-ils heureux dans une France appauvrie, non seulement en déclin mais en crise ? L'enfer politique est pavé de bonnes intentions. Qui ne voit que les échecs économiques de la gauche (par trop d'idéologie, pas assez de pragmatisme) ont fait le jeu non seulement de la droite mais du populisme, jusqu'à fragiliser notre démocratie ?

La France, certes, n'est pas le seul pays à connaître des difficultés, par exemple démographiques (c'est le cas de toute l'Europe) ou économiques (c'est le cas aussi, quoique pour des raisons différentes, de l'Allemagne). Nicolas Baverez rappelle que Mario Draghi, dans son fameux rapport sur l'Union européenne, s'inquiète de la « lente agonie de l'Europe », qui serait vouée à une espèce de « marginalisation ». Mais, ajoute notre orateur, la France est vraiment « l'homme malade » de l'Europe, laquelle est globalement « très vulnérable ».

Pourquoi est-ce pire chez nous qu'ailleurs sur le continent ? Parce que notre dette publique est devenue insoutenable (« la charge de la dette va passer à plus de 80 milliards d'euros dès 2027 », devenant « de très loin le premier budget de l'État ») ; parce que les dépenses sociales, elles-mêmes financées à crédit, sont à la fois inefficaces et ruineuses (« la France représente 1 % de la population mondiale, 2,5 % de la production et 15 % des transferts sociaux dans le monde ») ; parce que la quantité et la qualité du travail (donc la productivité) tendent à se réduire ; parce que notre pays croule sous

les régulations et réglementations bureaucratiques, les- quelles brident l'invention, l'investissement et la prise de risques ; parce que notre épargne, considérable, « est investie dans le déficit public, pas du tout dans l'innova- tion ou la modernisation de l'appareil productif » ; parce qu'on a un système qui « subventionne massivement les bas salaires », pour faire baisser le chômage, mais qui devient « vraiment dissuasif pour les emplois qualifiés » ; enfin, et ce sera peut-être le plus difficile à corriger, parce que notre école n'a pas su empêcher, voire a accéléré, « l'effondrement du niveau scolaire » de nos enfants...

Quels remèdes ? Des économies ? Certes. Mais « le rabot », assurément nécessaire, ne suffira pas. Pour « remettre notre pays debout », et « sans saccager les dépenses sociales, bien au contraire », il faut d'abord « relancer l'économie et la croissance ». Cela suppose qu'on mette « tous les efforts sur la production », et non plus sur la consommation, et qu'on augmente « la durée, mais sur- tout la qualité » du travail. Il faut aussi, ajoute Nicolas Baverez, désindexer les retraites (ce sont les jeunes, aujourd'hui, qui ont surtout besoin de la solidarité inter- générationnelle), introduire la retraite par capitalisation, donc les fonds de pension (pour que l'épargne des Fran-çais cesse de financer Wall Street), et ne pas compter sur une augmentation des impôts – sauf peut-être la « TVA sociale » – pour réduire la dette.

Une telle « thérapie de choc » est-elle possible ? Sans doute, puisque d'autres pays l'ont adoptée (ou en ont adopté de comparables) avec succès. Est-elle facile ?

Évidemment pas, et c'est ce que le débat confirme largement. Nicolas Baverez est pourtant moins pessimiste qu'on ne pourrait le croire. Il est convaincu que « la France finira par se réveiller ». Reste à savoir si elle le fera par elle-même, ou bien « sous la tutelle d'une troïka FMI-Union Européenne-BCE », et, autre question brûlante, si ces changements s'effectueront « dans le cadre des institutions de la République » ou bien en passant « par une expérience autoritaire ». Nul doute, dans les deux cas, que le premier terme de l'alternative vaut mieux. Le bon exemple, pour notre conférencier, est celui, plus libéral qu'on ne le dit souvent, de de Gaulle et Jacques Rueff, lançant en 1958 « une vraie politique de l'offre », c'est-à-dire mettant réellement l'argent dans l'investissement. Mais l'époque n'est plus la même : aussi devons-nous réinventer « un modèle français cohérent pour le XXI^e siècle », dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé par le retour des États – donc de la souveraineté et de la sécurité – et le primat de la force sur le droit. « Nous avons tous les atouts, conclut Nicolas Baverez : ce qui nous manque, c'est le projet national, la volonté et des dirigeants. »

À nous, donc, de prendre notre destin en main. Ne comptons pas trop sur l'homme providentiel. Les peuples, dans une démocratie et sauf exception, ont les dirigeants qu'ils méritent.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Mesures et démesures du modèle français

La notion de « modèle » national peut renvoyer à deux réalités bien différentes. D'abord, un ensemble d'institutions ou de règles cohérentes permettant à une société de se développer dans une configuration historique. La question qui se pose alors est de savoir si ce modèle est durable et soutenable. Ensuite, seconde acception, une vision dont on peut s'inspirer, une norme à laquelle se comparer. En France, ont été ainsi vantés depuis les années 1970, le modèle américain, le modèle japonais, le modèle allemand, la troisième voie britannique, les modèle suédois ou suisse etc. C'est, à mon avis, assez dangereux. Chaque pays, chaque nation, chaque société doit trouver, en fonction de son histoire, de ses structures, de ses mentalités, une réponse originale pour répondre aux défis qu'il doit relever dans une période donnée.

Pour ce qui est de la France contemporaine, il me semble incontestable que son modèle économique et social est insoutenable. Au point qu'en Europe, elle est devenue un contre-modèle, l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire

dans le monde du XXI^e siècle. Ceci, à l'heure où nous connaissons des basculements extrêmement brutaux.

L'ère de la mondialisation est terminée. Elle avait commencé en 1979, elle a été déstabilisée en 2020 par la pandémie de Covid, elle est close depuis l'invasion de l'Ukraine. Nous vivons le retour à l'âge des empires, caractérisé par le primat de la force sur le droit, des États sur les marchés, du protectionnisme sur le libre-échange. Ce basculement est particulièrement spectaculaire aux États-Unis qui se sont convertis à l'illibéralisme. L'élection de Donald Trump marque la fin du lien existentiel entre les États-Unis et la démocratie libérale, ainsi que la fin des États-Unis comme réassureurs du capitalisme et du monde libre, ce qu'ils étaient depuis 1917. L'Europe, elle aussi, est concernée. L'espoir que la paix repose sur le commerce et le droit ou l'idée selon laquelle la taille du marché crée du pouvoir économique ou du poids géopolitique ont été annihilés. Enfin, la France voit s'effondrer le modèle qui avait succédé à celui des Trente Glorieuses, modèle fondé sur la « décroissance à crédit ».

Depuis la Révolution française, au plan politique comme au plan économique et social, la France est passée par des hauts et des bas vertigineux. En 1900 comme en 2000, la France est la quatrième économie du monde. Mais cette apparente stabilité recouvre des mouvements extrêmement brutaux. Des phases de développement tout à fait brillantes : la Belle Époque, avec la sortie de la Grande Dépression de la fin du XIX^e siècle, les années 1920 et, évidemment, les Trente Glorieuses. À l'inverse,

entre ces séquences, il y a des périodes d'effondrement : les années 1930 – je rappelle que la France est le seul grand pays développé qui, en 1939, n'a pas récupéré sa production de 1929 – et le cycle de déclin qui a commencé dans les années 1980, qui se poursuit aujourd'hui et qui est en train de s'accélérer brutallement. Avec pour conséquence que notre pays va se retrouver, comme en 1945 ou en 1958, devant un choix décisif : la modernisation ou la faillite.

Cette histoire, cette succession d'alternances, qui constitue une exception historique française, s'accompagne d'un mode de réforme singulier : la rupture. Le cas type, c'est 1958. On change de personnel politique, avec un leader charismatique qui prend le pouvoir mais aussi la substitution des technocrates aux notables de la IV^e République ; on change d'institutions avec la restauration du pouvoir de l'État pour affronter les chocs ; on change de politique économique ; on change de politique de défense ; on change, enfin, de diplomatie. Et on réalise tout cela en deux à trois ans, parce que cela avait été préparé en amont, au cours de l'expérience avortée du RPF. 1958, c'est donc une modernisation par la brutalisation. C'est exactement l'inverse du Royaume-Uni. Élie Halévy a magnifiquement montré, dans son *Histoire du peuple anglais*, que l'originalité des Britanniques est d'avoir conservé une société aristocratique, plus inégalitaire que la nôtre, tout en effectuant des réformes démocratiques profondes, en les faisant cheminer par la société civile. Compte tenu du degré de misère et de violence sociales créées par l'industrialisation et l'urbanisation à marche

forcée, il aurait dû y avoir une révolution marxiste dans l'Angleterre du XIX^e siècle. Elle n'a pas eu lieu, parce que les Britanniques ont su désarmer les conflits en intégrant progressivement la classe ouvrière. Cela n'interdit pas, certes, des contre-exemples, comme il en existe toujours dans la vie des pays. Margaret Thatcher, notamment, a mis en œuvre des changements extrêmement brutaux dans les années 1980. En France, la modernisation par la rupture à la suite de crises nationales reste la règle générale et le compromis l'exception. Le général de Gaulle affirmait ainsi que « la France ne fait des réformes qu'à l'occasion des révolutions ». La question est de savoir ce qu'il en sera dans les années qui viennent, alors que notre pays se trouve à une heure de vérité.

I. L'EMBALLEMENT DE LA CRISE FRANÇAISE

Je viens de rappeler que la France était encore la 4^e économie mondiale en 2000. Elle est désormais tombée au 7^e rang. Elle est au 26^e rang mondial pour la richesse par habitant, alors qu'elle occupait le 10^e rang en 1980. Et la situation n'est guère plus réjouissante quand on regarde, au-delà des statistiques annuelles ou trimestrielles, ce que sont les éléments fondamentaux d'un « modèle » économique et social : la démographie, l'équilibre macroéconomique, la richesse de la population et, enfin, le pilotage par les pouvoirs publics. Sur tous ces plans, on est fondé à sérieusement s'inquiéter.

La démographie a longtemps été un de nos points forts. Ce n'est plus le cas. En 2024, la France n'a enregistré que 663 000 naissances. C'est le point le plus bas depuis 1919 en matière de fécondité, avec 1,62 enfant par femme. Nous sommes en train de rejoindre la moyenne européenne qui est autour de 1,5, avec des pays au plus bas, comme l'Italie ou l'Espagne, autour de 1,2 enfant par femme. Le taux de renouvellement étant autour de 2,1, un taux de 1,62 implique une accélération du vieillissement qui pèsera sur l'équilibre de la protection sociale, notamment le système de retraite qui absorbe déjà 14,5 % du PIB. Par ailleurs, le solde naturel va devenir négatif en 2025 pour la première fois depuis 1945. La population française n'augmente plus que par l'immigration, ce qui va de pair avec de lourds problèmes d'intégration.

Sur le plan macroéconomique, notre situation est l'inverse de celle des années 1960. Les années 1960 sont la plus belle décennie de notre histoire économique, avec une croissance qui est la plus forte des pays développés, Japon excepté, de l'ordre de 6 % par an ; une situation de plein emploi ; un excédent extérieur ; des gains de productivité de 4,5 % par an ; enfin, des finances publiques remises à l'équilibre qui permettent le remboursement complet de la dette extérieure. La France arrive ainsi sous la présidence Georges Pompidou à réduire sa dette publique à 10 % du PIB. Aujourd'hui, c'est l'opposé. La croissance, depuis 2019, plafonne à 0,4 % par an ; la productivité, point particulièrement inquiétant, a baissé, depuis 2019, de plus de 6 % ; le chômage remonte vers 8 % de la population active (la dernière fois que le

chômage était à 7 %, c'était en 1977) ; le déficit est de 5,8 % du PIB et la dette atteint 113,7 % du PIB ; le déficit extérieur est installé autour de 100 milliards d'euros ; enfin la position extérieure nette du pays est négative à hauteur de 900 milliards d'euros.

Macroéconomiquement, la France est en train de s'effondrer, en raison de l'euthanasie de son appareil de production, notamment de l'industrie qui ne représente plus que 9 % de la valeur ajoutée. Les dépenses publiques culminent à 57 % du PIB – autrement dit, l'économie privée ne représente que 43 % du PIB. Les deux filières d'excellence qui restent, le luxe et l'aéronautique résistent, mais souffrent de la fermeture des marchés chinois et américains, en attendant d'être rattrapés par la concurrence chinoise. La production automobile est à son niveau de 1962. Celle de logements à son niveau de 1952. L'agriculture, normalement un de nos points forts, est en fort recul : nous ne sommes plus que le 5^e exportateur mondial, derrière l'Allemagne, ce qui est anormal, mais aussi derrière les Pays-Bas, ce qui est franchement aberrant.

Ceci aboutit à une paupérisation massive de la population et des territoires. Toutes nos discussions sur le pouvoir d'achat sont surréalistes, parce qu'un pays qui n'a plus de croissance et de gains de productivité, n'a plus de richesse à redistribuer. La France, depuis des décénies, distribue des revenus fictifs par la dette publique, en grande partie grâce à la protection de l'euro. Mais ceci s'achève.

Tout ceci s'accompagne d'une crise majeure du réassureur du modèle français, l'État, avec une perte de contrôle complète des finances publiques, des dépenses et de la dette. En outre, alors qu'il accapare 57 % du PIB, l'État ne parvient plus à délivrer les services de base : éducation, santé, sécurité. Pour l'éducation, je rappelle que nous sommes 26^e au classement PISA, et derniers en Europe en mathématiques au classement Timss.

Il existe un déni stupéfiant dans notre pays sur son état réel. La situation est pourtant claire : la France est l'homme malade d'une Europe elle-même très vulnérable. Mario Draghi, dans son rapport sur l'Union européenne, parle de « lente agonie » de l'Europe¹. Notre continent se trouve de fait pris en tenailles entre les États-Unis, protectionnistes et prédateurs, le dumping chinois et la menace stratégique existentielle d'une Russie qui veut reconstituer l'empire soviétique en Europe. L'Union est extrêmement divisée, travaillée de l'intérieur par la démocratie illibérale. Elle est enfin moralement déstabilisée par le fait que son projet, la construction de la paix par le commerce et le droit, est obsolète à l'âge des empires et pris à rebours par l'ensauvagement du monde. Dans cette Europe en difficulté, la France est en queue de peloton. C'est le seul pays de l'Union, par exemple, qui présente un déficit primaire de ses finances publiques. Et c'est surtout un pays qui est dans une impasse, paralysé et incapable d'engager sa transformation.

1. https://commission.europa.eu/topics/eu-competitiveness/draghi-report_en

On dit souvent que l'Allemagne est malade. Il est bien vrai que l'Allemagne a aussi un problème de modèle. Son modèle mercantiliste, fondé sur l'énergie russe, le travail bon marché d'Europe centrale et orientale et ensuite les exportations vers les BRICS, notamment vers la Chine et les États-Unis, est caduc. Mais les Allemands ont deux choses que nous n'avons pas. Premièrement, une réelle alternative politique, qui n'est pas populiste, on va le voir lors des élections du 23 février. Surtout une dette publique de 63 % du PIB. L'Allemagne a un peu la pathologie inverse de la nôtre, c'est-à-dire qu'elle refuse de manière idéologique la dette. Il n'empêche que les Allemands ont les moyens de réinvestir dans l'industrie, dans l'innovation, dans la transition écologique, dans le réarmement. Ce qui est beaucoup plus compliqué pour nous, avec une dette sortie de tout contrôle, qui va rapidement approcher 120 % du PIB.

II. L'IMPLOSION DU MODÈLE DE LA DÉCROISSANCE À CRÉDIT

Comment expliquer cette chute ? Par l'épuisement du modèle de la « décroissance à crédit » qui a succédé, à partir des années 1980, aux Trente Glorieuses. La bascule se situe en 1981. Les trois premiers présidents de la V^e République firent la politique de la France : ils sont hantés par le désastre de juin 1940, l'Occupation et Vichy et veulent reconstituer la puissance française. À

partir de 1981, on a fait la politique des Français, et on a distribué y compris les richesses que nous n'avions pas. On s'est désengagé de la production pour ne s'intéresser qu'à la redistribution et à la régulation. Et on a redistribué des revenus fictifs via les transferts sociaux (34 % du PIB), tout en renouant avec le malthusianisme des années 1930, un système qui ignore la production, qui pénalise l'investissement, qui interdit l'innovation pour lui préférer la rente et la précaution.

Nous avons ainsi perdu un point de croissance par décennie depuis les années 1970. On a beaucoup baissé le travail en volume et maintenant en qualité, puisque la productivité diminue. Dans le même temps, le capital est mis au service de nos concurrents : je vous rappelle que l'Europe exporte 300 milliards d'euros de capitaux par an vers les États-Unis, dont beaucoup d'épargne française. Notre épargne, qui reste forte, proche de 19 % du revenu disponible des ménages, est par ailleurs investie dans le déficit public et pas du tout dans l'innovation ou la modernisation de l'appareil productif. Enfin, on a instauré un principe de précaution qui tue le risque et la recherche.

La conduite de cette politique est jalonnée d'erreurs qui ont abouti à la situation actuelle : relance de 1981 à contre-courant de la révolution libérale, avec un pays qui se retrouve aux portes du FMI en 1983; franc puis euro fort, qui ont ravagé le tissu des PME régionales, le *Mittelstand* français, qui existait dans les années 1970; ensuite, les 35 heures, au moment où la Chine rentre

dans l'OMC et où l'Allemagne s'engage dans l'Agenda 2010; des chocs fiscaux absurdes, en 1995 et 2010-2012, qui nous coupent de la reprise mondiale, erreurs que nous poursuivons avec un nouveau choc de près de 1 % sur les entreprises, avec un impôt sur les sociétés qui va passer à 35 %, quand Friedrich Merz envisage de le réduire à 10 % en Allemagne et que Donald Trump l'abaisse à 15 % aux États-Unis.

Ce modèle a été financé par la dette, passée de 10 % en 1973, à 20 % en 1981, 58 % en l'an 2000 et 113,7 % aujourd'hui. Pour continuer à dépenser, et tenir face aux chocs de 2008, de la pandémie, de la guerre d'Ukraine, du retour de l'inflation, nous avons chaque fois réagi en augmentant massivement la dette publique. En revanche, nous n'avons pas investi dans la réindustrialisation, le numérique, la transition écologique ou le réarmement, indispensable pour répondre à l'explosion des risques géopolitiques.

La France a complètement raté le cycle de la mondialisation, peut-être parce que celle-ci convenait mal à l'esprit national; elle manque le cycle de la révolution numérique; et nous risquons de devenir l'un des grands perdants de la nouvelle donne, extrêmement dure, qui se met en place depuis 2022. Nous assistons en effet à une reconstitution de blocs idéologiques, économiques, commerciaux, technologiques, à une fragmentation de l'espace mondial. Émerge un système mondial multipolaire, volatil et très violent où, comme on le voit avec Donald Trump, seule règne la loi du plus fort. Un âge

des empires où États-Unis, Chine, Russie, Turquie, Iran raisonnent en zones d'influence, au mépris de la souveraineté, des frontières, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des droits de l'homme. Dans ce nouveau monde, nous devons très vite nous adapter. Sinon, la France et l'Europe sont condamnées à la marginalisation et à la vassalisation. C'est exactement ce qu'écrit Mario Draghi dans son rapport. Draghi, qui est aussi un patriote italien, parle, certes, pour l'Europe, mais trace aussi la feuille de route idéale pour la modernisation de son pays comme du nôtre.

En France, Emmanuel Macron est l'homme qui, par sa légèreté et son inconséquence, a fait exploser le modèle français venu des années 1980. Il a hérité d'un système très fragile et il l'a poussé vraiment aux limites, avec 1 100 milliards de dettes en plus, qui ont été dilapidés puisqu'ils n'ont aucunement servi à traiter les pathologies françaises. Il a corrompu les institutions de la V^e République en réanimant les pathologies de la IV^e République – la durée moyenne d'un gouvernement de la IV^e République était de sept mois; nous avons connu quatre Premiers ministres en 2024. Cette crise des institutions n'empêchera vraisemblablement pas l'adoption d'un budget pour 2025, mais au prix d'un choc fiscal qui donnera le coup de grâce aux entreprises françaises.

III. L'HEURE DES CHOIX : LE MIRACLE OU LA FAILLITE

La crise financière a démarré. On nous explique qu'il n'y a pas de risque, que les États ne font pas faillite, qu'il n'y a pas de crise financière dans la zone euro. Tout cela est évidemment faux. Les États font faillite depuis toujours. Le surendettement est une des causes de la Révolution française. Un pays comme l'Argentine a enchaîné les défauts jusqu'à conduire à une expérience de politique économique extrême avec Javier Milei. Dans la zone euro, il y a eu la crise grecque, celle de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal ou de l'Irlande. Plus récemment le Royaume-Uni a connu une violente secousse avec la politique aberrante proposée par Liz Truss, et reste depuis sous la pression des marchés.

Dans la crise financière, il existe deux scénarios. Soit le choc brutal : c'est ce qu'ont vécu la Grèce en 2009 ou le Royaume-Uni, avec Liz Truss, dont le gouvernement a sauté en deux semaines. Soit l'étranglement, comme l'Italie en 2011 ou la France aujourd'hui.

Le modèle français est en train d'exploser sous nos yeux parce que la dette n'est plus soutenable. Elle n'est plus soutenable d'un point de vue budgétaire, parce que sa charge atteindra plus de 80 milliards d'euros dès 2027 – de très loin, le premier budget de l'État – puis 3 à 4 % du PIB à partir de la fin de la décennie. Elle n'est plus soutenable, surtout, d'un point de vue économique. Il y a peu de lois dans l'économie, mais il existe celle-ci : une dette n'est plus soutenable quand les taux d'intérêt sont

supérieurs à la croissance nominale (c'est-à-dire la croissance en volume plus l'inflation). En 2025, la croissance française sera autour de 0,5 %. L'inflation sera limitée à 1,8 %. Cela fait une croissance nominale de 2,3 %. Le Trésor qui, effectivement, arrive à placer la dette française dans des conditions assez remarquables, s'est félicité en début d'année d'avoir fait une émission à 3,2 % au lieu de 3,5 %. Mais cela reste beaucoup plus que 2,3 %. Et les taux long terme continueront à monter car il existe une pénurie mondiale de capitaux face à l'envolée des besoins d'investissements. À partir du moment où les taux d'intérêt sont très supérieurs à la croissance nominale, la situation devient explosive. Les conséquences se font déjà sentir. La Bourse française a été violemment sanctionnée en 2024. C'est la seule des grandes places qui a affiché une performance négative, alors que Milan a progressé de 12 %, le DAX de 22 %, le Nasdaq de 30 %, et le S&P de 25 %. Les banques et les assurances voient le coût de leurs ressources augmenter. Il n'existe plus aucune marge de manœuvre pour répondre aux chocs et aux crises, mais aussi pour investir dans l'IA, la transition écologique ou le réarmement.

Les signaux d'alerte se multiplient. Le Japon refuse d'acheter de la dette française, qui est détenue à 54 % par des investisseurs étrangers. On peut faire l'autruche, mais une des leçons des chocs que j'ai mentionnés, c'est que, quand une crise de dette souveraine démarre, il n'y a pas d'exemple où les États en sortent victorieux. Ce sont toujours les marchés qui gagnent, a fortiori face à un pays dominé comme l'est aujourd'hui la France.

Plusieurs autres ruptures se dessinent : une vraie cassure de l'appareil de production, à la suite du budget qui va sans doute, à défaut d'être voté, être mis en œuvre en 2025 ; une paupérisation aggravée, dans un pays où la richesse par tête est 15 % en dessous de celle de l'Allemagne et plus de 50 % en-dessous de celle des États-Unis. Cette paupérisation fait des ravages sur des parties très importantes de notre population et de notre territoire et contribue à expliquer la violence qui se propage dans notre pays.

Le général de Gaulle rappelle dans ses Mémoires qu'en 1958, « l'alternative était le miracle ou la faillite ». En 1958, ce fut le miracle. Mais un miracle qui s'explique. Qui s'explique par la lucidité, l'intelligence et la volonté. Et qui a un nom : Jacques Rueff auquel le général de Gaulle a permis de mettre en place une politique extrêmement risquée, puisqu'elle comprenait à la fois un ajustement budgétaire très rapide, la lutte contre l'inflation, le lancement d'une nouvelle monnaie et l'entrée dans le Marché commun pour mettre les entreprises sous contrainte de productivité. Le tout dans un pays qui était en guerre en Algérie. Cette thérapie de choc a très bien fonctionné. Notre monde est certes très différent de celui de la fin des années 1950. Mais seule une thérapie de choc peut réussir et obtenir des résultats à la fois significatifs et rapides qui permettront de rendre confiance aux Français et de rendre acceptables les efforts qu'ils devront fournir pour remettre la France debout.

IV. LE REDRESSEMENT PASSE PAR UNE THÉRAPIE DE CHOC

Avant de faire de la grande politique européenne ou mondiale, il faut remettre notre pays debout. C'est la priorité absolue. Pour prétendre parler aux autres nations et prendre des initiatives, il faut d'abord être solide et crédible. Aujourd'hui, la France, diplomatiquement, est chassée d'Afrique, et marginalisée en Europe, en raison de son déclin. Nous ne sommes plus un acteur ou un interlocuteur légitime. Ce qui pose un problème majeur pour l'autonomie stratégique de l'Europe, projet porté par la France qui se trouve en apesanteur au moment où il serait le plus nécessaire. Il nous faut donc opérer un retournement comme en 1958. Mais on ne redresse jamais un pays en faisant uniquement de l'ajustement budgétaire. Certes, celui-ci est nécessaire, mais il doit être adossé à un changement de modèle économique et social qui est la condition de son succès. On l'a vu avec l'Europe du Nord ou celle du sud, qui aujourd'hui se relance, à l'exception de la France : le Portugal accumule les excédents budgétaires ; l'Espagne affiche la plus forte croissance en Europe en 2024 (3,2 %), la Grèce s'est relevée et se désendette à marche forcée ; l'Italie est le seul pays du G7 à dégager un excédent primaire tandis que le nord de la péninsule figure parmi les régions d'Europe les plus prospères et les plus performantes.

Certes, un fort ajustement budgétaire est indispensable. Pour résumer la situation, et montrer à quel point notre dette est insoutenable, trois chiffres : la France représente 1 % de la population mondiale, 2,5 % de la production

et 15 % des transferts sociaux dans le monde. De quelque manière qu'on le prenne, ce n'est pas tenable. Il faut donc remettre en cause un certain nombre de politiques non performantes et ruineuses, avec un objectif clair : que la dette redevienne soutenable. Il nous faut repasser en excédent primaire, soit un déficit de 1,5 % du PIB. Cela implique un effort de cinq points de PIB, soit un point de PIB durant cinq ans. C'est tout à fait réalisable. Les pays d'Europe du Nord, Suède et autres, ou le Portugal, ont fait davantage, au moins au début. Et dans notre cas, ce n'est pas très difficile, parce que nos dépenses publiques sont aussi démesurées qu'inefficaces. Elles ont atteint 1 700 milliards d'euros, cette année, parmi lesquels 900 milliards de dépenses sociales et 500 milliards de dépenses de fonctionnement. Donc il est parfaitement possible de les réduire, sachant que, contrairement à ce qui est souvent avancé dans notre pays, la baisse des dépenses publiques libère rapidement la croissance, génère de l'emploi, améliore le pouvoir d'achat et le niveau de vie. C'est ce qu'on a vu en Suède et dans les pays scandinaves et qu'on voit aujourd'hui au Portugal ou en Grèce.

L'ajustement est donc nécessaire, mais pas suffisant. Il faut relancer l'économie et la croissance, en jouant sur tous les facteurs de la production. Notre pays ne s'est préoccupé depuis des décennies que de redistribution et de régulation, il faut maintenant mettre tous les efforts sur la production. Le travail : en augmenter la durée, mais surtout la qualité, ce qui signifie remettre notre système d'éducation à flot. Le capital : arrêter de le mettre

à disposition de nos concurrents, faire en sorte qu'il aille dans nos entreprises au lieu de travailler pour enrichir les retraités américains. Ce qui veut dire qu'il nous faut introduire la retraite par capitalisation, parce qu'elle est une garantie, une sécurité fondamentale, pour les salariés, et que c'est le moyen de donner des fonds propres à nos entreprises. Il faut, troisièmement, favoriser l'innovation et sortir du carcan bureaucratique. Faire de l'éolien, du solaire ou un data center en France, c'est six à huit ans de procédure. Aux États-Unis, c'est moins d'un an. Il ne faut donc pas s'étonner si les fermes solaires du plus grand acteur du solaire en France, Total Energies, ne sont pas chez nous, mais en Inde ou au Texas. La question est d'autant plus urgente que les data centers sont vitaux pour l'IA maintenant. Dans dix ans, ce sera trop tard. Enfin, cet effort sur les facteurs de production doit s'accompagner de sécurité, de stabilité, de visibilité sur la fiscalité comme sur le rétablissement de l'ordre public. Il faut que cesse la complaisance envers la violence qui se généralise en France et qui est un poison pour la démocratie comme pour l'économie.

Le plus affligeant, mais c'est en même temps une bonne nouvelle, c'est d'en être arrivé là alors que nous avons tant d'atouts. Notre capital humain, par exemple. Le paradoxe de l'IA aux États-Unis est que ce sont des ingénieurs français, indiens, européens, asiatiques, qui la développent. Nous avons des cerveaux, des talents, des entrepreneurs. Nous avons aussi de l'épargne, avec un taux d'épargne des ménages proche de 19 %. Nous avons une énergie décarbonée abondante, le nucléaire, que

nous avons malheureusement saccagée, mais que nous sommes en train de redévelopper. Nous avons exporté 89 TWh l'année dernière, ce qui montre que nous obtenons des résultats, assez rapidement même, quand nous corrigéons nos erreurs. Nous avons l'immense chance de disposer d'une dissuasion nucléaire. Nous avons le CAC40, Euronext, notre patrimoine, notre culture, notre mode de vie... en un mot, nous avons un pays de cocagne. On peut tout faire en France. Nous ne sommes pas hyperspecialisés, mais nous disposons de la capacité de développer l'agriculture, l'industrie, les services, la finance, l'immobilier, le tourisme – autant de secteurs que nous avons méthodiquement détruits. Le privilège des grands pays développés reste par ailleurs que le capital immatériel accumulé facilite les retournements rapides et spectaculaires si on le décide.

Des régions, en Europe, ont montré qu'on pouvait repartir de l'avant. L'Europe du nord est sans doute l'endroit du monde où on concilie le mieux compétitivité, solidarité, innovation, transition écologique et réarmement face à la Russie. On peut, sans renoncer aux protections sociales, bien au contraire, s'adapter en Europe au monde du XXI^e siècle. J'ai rappelé les progrès de l'Europe du sud. On peut aussi citer l'Irlande, qui s'est très brillamment relevée après sa faillite. On peut donc réussir, y compris en Europe, mais à un certain nombre de conditions. Premièrement, sortir du déni. Faire la vérité sur notre pays, sur le monde réel qui s'est considérablement durci depuis 2022. Ensuite, accepter que seule une thérapie de choc puisse réussir. Troisièmement, retrouver

un peu du génie français. Paradoxalement, l’Inflation Reduction Act, que Joe Biden a appliqué aux États-Unis, relève d’une méthode française, qui permet d’aligner l’État et les entreprises tout en stabilisant la classe moyenne. Dans le nouvel âge des empires, le primat du politique sur l’économie, les principes de souveraineté nationale ou d’un État fort apte à réassurer les chocs et crises sont parfaitement adaptés. Mais nous avons perdu le fil de notre histoire.

Il nous faut désormais réaligner l’État, les entreprises et les citoyens. Réaligner aussi capital humain, capital financier, capital économique et capital naturel. Nous avons de nombreux atouts pour le faire. Prenons l’exemple du nucléaire. Les dirigeants des années 1970 étaient des visionnaires, qui ont planifié d’emblée les emprises pour construire les générations 2 et 3 de centrales nucléaires sans avoir à exproprier. Le Stargate Project, aux États-Unis, ce projet d’infrastructures massives pour l’IA, porté par Trump, rencontre une difficulté : trouver du foncier, de l’énergie décarbonée et de l’eau. Or nous disposons de ses ressources à proximité de nos centrales nucléaires où nous pourrions implanter massivement des data centers. Mais il faut le faire maintenant. Si nous attendons, ce sera trop tard. C’est un exemple, parmi bien d’autres, des atouts et des chances que nous dilapidons.

La France finira par se réveiller. Mais deux questions cruciales se posent. Premièrement : allons-nous moderniser notre modèle obsolète par nous-mêmes ou nous en remettre à la tutelle d’une troïka FMI - Union européenne

- BCE ? Compte tenu de la secousse politique et sociale que représente la seconde option, il va de soi qu'il vaudrait mieux le faire par nous-mêmes. Deuxième question fondamentale : la transformation sera-t-elle réalisée dans le cadre des institutions de la République ou passerons-nous par une expérience autoritaire ? Là encore, la France présente un paradoxe. Du fait de 45 années de lent déclin, elle aurait déjà dû voir l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement populiste. Mais, comme dans les années 1930, les Français résistent, ainsi que l'ont montré les élections législatives de juin-juillet 2024. Et ce, contrairement aux Anglais avec le Brexit, aux États-Unis avec Donald Trump, à l'Italie avec Giorgia Meloni ou à la Hongrie avec Viktor Orbán. Cela montre que nous avons des ressources, une énergie qui peut être mise au service de la réinvention d'un modèle français cohérent pour le XXI^e siècle. Un modèle français, j'y insiste. On ne peut pas copier. La France doit changer de modèle, mais elle doit le faire en respectant ses institutions, son histoire et son esprit national. La nouvelle donne mondiale, fondée sur la souveraineté et la sécurité, correspond assez bien à l'esprit français. Nous devrions nous en emparer pour nous remettre en question, ce qu'il est grand temps de faire. Les Français ont des atouts et des capacités étonnantes dès lors qu'ils se rassemblent et se mobilisent autour d'un objectif commun, comme ils en ont apporté la preuve à l'occasion des Jeux Olympiques de Paris ou de la restauration de Notre Dame de Paris. Ce qui nous manque, c'est le projet national, la volonté et des dirigeants qui rompent avec la démagogie pour assumer le courage de la vérité.

À l'occasion d'une conférence donnée à la Société française de philosophie, le 17 juin 1939, au cours de laquelle, pour la première fois, fut exposée la lutte à mort entre les totalitarismes et la démocratie qui structura l'histoire du XX^e siècle, Raymond Aron et Victor Basch avaient débattu de la force et des faiblesses des démocraties. Victor Basch, que cinq ans plus tard la Milice assassinera de manière ignominieuse avec sa femme près de Lyon, se situa résolument du côté de l'optimisme démocratique, affirmant que les nations libres gagneraient quoi qu'il arrive et que la France ne pouvait être battue. Raymond Aron avait un point de vue nettement plus lucide, rappelant que la démocratie est mortelle et peut perdre face aux régimes totalitaires. Aron avait toutefois conclu dans ces termes : « Je crois à la victoire finale des démocraties, mais à une condition, c'est qu'elles le veuillent ». Pour ma part, je crois aujourd'hui au redressement de la France, mais à une condition, c'est que les Français le veuillent.

Questions de la salle

Guillaume Falguière ² : *J'ai deux questions pour vous. La première est la suivante : comment peut-on arriver à convaincre les Français ? Je comprends bien la résistance par rapport aux votes autoritaires, mais, quand on regarde les élections précédentes, on constate quand même une montée des extrêmes qui tiennent un discours qui n'est pas du tout aligné sur celui que vous avez tenu et qui pensent qu'on peut continuer dans le déclin, continuer à s'entêter dans notre modèle qui ne fonctionne pas. Donc comment peut-on convaincre les Français que le sang et les larmes, toutes les mesures que vous proposez, seront meilleures pour eux à long terme et pour les générations futures ? Ma deuxième question est peut-être plus provocatrice : on dit toujours qu'il y a énormément de dépenses à réduire, mais on a toujours du mal à définir lesquelles. Concrètement, quelles dépenses pourrait-on facilement réduire, sans susciter de levée de boucliers ?*

2. Managing Director chez Peugeot Invest.

Nicolas Baverez : Vos deux questions sont excellentes et compliquées. Sur la première, vous avez raison : tous les pays qui se sont réformés ou modernisés de manière démocratique sont passés par un projet de redressement validé par les citoyens à travers le vote, qui a été ensuite mis en œuvre par les gouvernants. Ce que je trouve intéressant, aujourd’hui, en France, c’est que, même s’il existe une poussée du populisme, on a des pôles de résistance importants. Normalement, après le premier tour des dernières élections législatives, le Rassemblement National aurait dû arriver au gouvernement, or ce n’est pas ce qui s’est passé. On peut discuter de la méthode du Front républicain, mais le résultat est clair. Il existe aussi des signaux positifs à propos du budget. Tous les députés ont subi des pressions, non des entreprises, mais des citoyens, qui ont exprimé leur refus du chaos et leur inquiétude face à la paralysie du pays. On prétend que les Français ne comprennent rien à l’économie. Moi, je n’en suis pas certain. Quand on constate l’envol du taux d’épargne à 19 % à la suite du choc fiscal programmé par le budget, force est de constater que ce n’est pas bon pour l’économie mais que c’est parfaitement rationnel. Les Français, contrairement à leurs dirigeants, savent très bien que les déficits et la dette constituent de l’impôt différé, et donc ils épargnent vigoureusement. Surtout, il continue à exister dans notre pays une énergie et une volonté sous-jacente : les Français ne sont pas prêts à disparaître, à voir leur pays se déclasser jusqu’à passer sous tutelle. Le problème majeur se situe plutôt du côté de l’offre politique. La montée du vote extrémiste est avant tout le fruit de la faiblesse et de la démagogie des pseudo-

partis de gouvernement. Le jour où ils accepteront de parler des problèmes réels et de proposer des solutions effectives, les Français commenceront à croire au redressement et tout deviendra possible.

Cela conduit à votre seconde question. Ni les entreprises, ni les chefs d'entreprise, ni la partie plutôt aisée de la population ne sont de mauvais patriotes ou des gens purement mesquins et avaricieux. Si l'on augmentait aujourd'hui les impôts pour reprendre le contrôle des dépenses publiques, je pense qu'on pourrait trouver des formes d'accord. Mais la logique du budget est très différente. Elle consiste à appliquer un choc fiscal, qui sera dévastateur pour la croissance et ne servira à rien puisque son but est de continuer à augmenter les dépenses et les dettes. Donc on va continuer à dégrader le système au lieu de l'améliorer. C'est pour cela qu'il existe de bons motifs pour contester ce budget. Il faut vraiment réfléchir à reconfigurer les dépenses de l'État, à travailler sur le niveau des dépenses, mais aussi sur leur nature, parce qu'il est indispensable de réinvestir dans les missions régaliennes, notamment la police, la justice et la défense. Pour cela, les coups de rabots sont inutiles. Il convient de redéfinir les politiques publiques et les missions, puis de travailler pour améliorer leur efficacité. J'en donnerai deux exemples. Comment est-ce qu'on peut à la fois mettre 40 milliards dans le logement et avoir ramené la construction au niveau de 1952 ? Il y a, ici, un vrai problème d'efficacité de la dépense ! L'énergie ensuite : l'éolien et le solaire constituent aujourd'hui des technologies matures. Pourquoi a-t-on mis en place un dispo-

sitif ruineux, qui double le montant des factures d'électricité pour subventionner des technologies matures ? Cela n'a aucun sens. Pour le développement du solaire et de l'éolien, il est urgent de simplifier et d'accélérer les procédures, mais il n'y a aucune raison de subventionner massivement ces activités. On trouve partout des taxes qui pèsent sur le pouvoir d'achat tout en fabriquant des rentes. Vous savez, par exemple, qu'il existe une prime de 50 euros sur la réparation des vélos : une étude économique a montré que son résultat immédiat a été de faire augmenter toutes les factures de réparation de vélos de 50 euros ! C'était la définition de l'économie administrée selon Ronald Reagan : « quand ça bouge, on taxe ; si ça continue à bouger, on réglemente ; et quand ça ne bouge plus, on subventionne ». Il est grand temps d'arrêter ces subventions absurdes et de rendre l'argent aux Français.

Par ailleurs, il faut engager une vraie décentralisation, qui cesse de faire semblant de transférer des compétences aux collectivités alors même que l'État continue à prétendre les assurer. Pour l'éducation, les transports ou la culture, on a d'un côté des collectivités locales qui sont chargées, théoriquement ou pratiquement, de la gestion et, de l'autre, une administration de l'État qui continue à les diriger. Sans compter la myriade d'autorités de régulation, aussi peu indépendantes que vraiment administratives, qui doublonnent les administrations centrales. Sans compter le millefeuille territorial. La France n'a plus les moyens de cette désorganisation et de cette gabegie. Il faut mener un véritable travail de décentralisation, parallèlement à la baisse des dépenses publiques et à l'amé-

lioration de la qualité des services publics. La santé est un cas d'école : elle coûte de plus en plus cher alors que les performances du système se sont dégradées, que les déserts médicaux se multiplient et que nombre de secteurs sont sinistrés, comme la psychiatrie. Un indicateur dit tout, la mortalité infantile : elle est le double de l'Allemagne et des pays scandinaves, ce qui est scandaleux. Les pays scandinaves nous montrent le tableau inverse. Ils ont reconfiguré leur système de santé, avec d'un côté une médecine de proximité qui couvre l'ensemble des citoyens, des hôpitaux généraux dans les régions, et puis quelques établissements spécialisés dans la médecine de pointe.

Patrick Careil ³ : *J'ai été, pendant une période de ma vie, fiscaliste au ministère des Finances, où je dirigeais la législation fiscale, puis j'ai été banquier pendant 18 ans. Je suis complètement d'accord avec votre constat. Nous avons d'ailleurs commis, avec deux anciens directeurs du Budget, un article dans *Commentaire*, en 2023 sur le fait que nous étions ruinés* ⁴. *J'en ai sorti un autre, en début d'année, dénonçant l'aveuglement actuel* ⁵ *et, enfin, j'en sortirai un, prochainement, sur le déni. Donc, sur le constat, nous sommes d'accord. Le problème, par contre,*

3. Inspecteur général des Finances, président de chambre du tribunal de commerce de Paris.

4. Bouillot, Isabelle ; Bouton, Daniel ; Careil, Patrick, « Sortir de l'endettement », *Commentaire*, n° 183, automne 2023.

5. Careil, Patrick, « Endettement de la France : l'aveuglement », *Commentaire*, n° 187, automne 2024.

ce sont les solutions. Vous nous dites qu'une fois qu'on a réduit les dépenses, cela refait de la croissance. Certes, mais l'ennui, c'est que cela commence par produire une récession ! Je suis assez d'accord avec Patrick Artus sur les calculs macroéconomiques qu'il a faits concernant l'élasticité de la croissance quand on baisse la dépense publique ou quand on augmente la fiscalité. Artus a démontré qu'on aboutissait à une perte de 0,7 point de croissance dans les deux cas⁶. Cela signifie réduire le pouvoir d'achat des gens et là, cela devient très compliqué ! Car, à chaque fois, derrière les dépenses, il y a des gens... Si vous attaquez l'éolien, par exemple, vous allez provoquer probablement des pertes d'emploi ; là, à la rigueur, c'est sans doute le moins sensible. Mais pour les autres exemples que vous donnez, cela pose de vraies difficultés : derrière chaque dépense publique, il y a des citoyens et des consommateurs. Donc soit vous réduisez leur pouvoir d'achat, soit vous les mettez au chômage. En réalité, on voit bien que le sursaut passe (comme cela a été le cas en Grèce, en Espagne, au Portugal), dans un premier temps, par un appauvrissement de la population. Et inversement, on sait qu'il y a trop d'argent chez les retraités, et qu'il y a trop d'épargne. Donc il va falloir prélever les retraités et prélever l'épargne. Mais là encore, c'est extraordinairement difficile à faire admettre. Comment les autres ont-ils procédé ? Ils l'ont fait parce que cela leur a été imposé. Moi, je suis comme vous,

6. Artus, Patrick et Bismut, Claude. « Substitution et coût des facteurs : un lien existe-t-il ? », *Économie et statistique*, 1980, vol. 127, n° 1, p. 101-114.

je préférerais que nous le fassions nous-mêmes, mais je ne vois pas comment ! Quant aux exemples, sans doute intéressants, du Canada ou de la Suède, je me demande s'ils devaient, comme nous allons devoir le faire, diminuer toute la sphère sociale : car cela passera, on le sait, par une diminution du pouvoir d'achat des retraités, un allongement de la durée du travail et une entrée plus tôt des faux étudiants dans la vie active. Avoir des étudiants en apprentissage jusqu'à 29 ans, c'est-à-dire payés par le citoyen, c'est scandaleux.

Nicolas Baverez : Autant d'excellentes remarques ! Il est tout à fait vrai qu'il existe un effet récessif de la baisse des dépenses publiques. Mais il est de court terme. Et dans un pays surfiscalisé comme la France, l'effet récessif instantané serait moins important que celui d'une hausse des impôts. Surtout, je souhaite appeler votre attention sur l'expérience de l'Argentine. Javier Milei a procédé à 13 % de baisse de la dépense publique en trois mois. La récession a été limitée à 3,5 % du PIB et l'on attend une croissance de 6 % cette année. Cela démontre que la reprise est rapide. Avec cette réserve que, dans le cas de l'Argentine (comme en Grèce ou en Espagne), il existe une part importante d'économie informelle, qui permet d'amortir une partie du choc. En France, la part de l'économie informelle existe, mais elle est de l'ordre de 5 à 7 %, alors qu'elle atteint 50 % en Argentine, 30 % en Espagne et 40 % en Grèce. Pour ce qui est de la pauvreté, l'effet est là encore temporaire. La pauvreté a augmenté dans un premier temps en Argentine (53 % en 2024) en partant de l'héritage terrible du péronisme qui a laissé

42 % de la population en dessous du seuil de pauvreté⁷. Mais la baisse est désormais rapide. Fort heureusement, même si la pauvreté touche 14 % des Français, nous ne sommes pas encore dans la situation de l'Argentine. Mais la paupérisation s'emballe et doit à tout prix être enrayer. Je crois que vous avez par ailleurs ouvert une piste et donné une réponse à votre propre question portant sur la méthode du changement. Il y a deux choses fondamentales à avoir en tête. La première, c'est que les Français, où qu'ils se situent dans la société, sont aujourd'hui largement prêts à fournir des efforts à condition qu'ils soient efficaces et débouchent sur des résultats. Ce qui, pour l'instant, n'a jamais été le cas, puisqu'à chaque fois qu'on a demandé des sacrifices, sous la forme de hausses d'im-
pôts concentrées sur la partie la plus aisée de la population, la dépense et la dette ont augmenté. Je vous rejoins sur la nécessité d'un accord entre générations. Selon moi, il est possible de convaincre les retraités d'accepter une désindexation des retraites, à condition que leurs efforts soient partagés, via l'augmentation de la durée du travail des actifs et l'amélioration de la formation des jeunes. Les retraités, qui possèdent l'essentiel des actifs, qui, en outre, épargnent fortement, transforment de l'argent à leurs enfants dont les rémunérations réelles diminuent et à leurs petits-enfants qui ont le choix entre multiplier les stages ou partir à l'étranger. Ils connaissent les difficultés des autres générations et peuvent être convaincus de les aider, mais non pas d'être mis à contribution pour

7. <https://www.forbes.fr/business/moins-dinflation-plus-de-pauvreté-largentine-de-milei-decryptée-par-une-experte-de-locde>

remplir le tonneau des Danaïdes. Il reste qu'il existe une partie de la population, y compris des retraités, qui est réellement paupérisée. Ce n'est évidemment pas sur elle qu'il faut faire porter l'effort. Les pays d'Europe du Nord ont réussi à négocier ce compromis intergénérationnel. Ils confirment que l'on ne peut moderniser une démocratie qu'en mobilisant les citoyens et en les rassemblant. Or la politique en France reste purement clientéliste et catégorielle. Il suffit de voir ce qui s'est passé récemment avec Les Républicains qui, normalement, devraient être le parti de la rationalité économique et de la préservation des finances publiques. Ils se sont enorgueillis d'avoir empêché la désindexation des pensions de retraite alors que c'est évidemment nécessaire et inéluctable. Mais si nous parvenons à un accord transgénérationnel, je conserve la conviction qu'il est possible de mobiliser les Français autour d'un projet de redressement national.

Philippe Chalmin ⁸ : *Au risque d'en rajouter dans le pessimisme, est-ce qu'on ne pourrait pas dire que le problème du modèle français est encore plus ancien ? Car avant, l'État était au centre de tout. Finalement, les Trente Glorieuses, c'est le seul modèle soviétique qui ait véritablement fonctionné ! Nous étions d'ailleurs le seul pays à avoir un Commissariat général au Plan parmi les grandes démocraties occidentales. Ayant appartenu longtemps au ministère de l'Éducation nationale, j'avais coutume*

8. Historien et économiste, spécialiste des marchés de matières premières, fondateur du Cercle Cyclope.

de dire que j'appartenais à la dernière grande administration stalinienne de la planète ! Elle l'est restée ! Nous sommes un pays dans lequel tout passe par l'intermédiaire de l'État. Fukuyama disait que nous ne sommes pas un pays de confiance. Et cela, me semble-t-il, n'a pas profondément changé. On demande toujours tout à l'État et, paradoxalement, pendant longtemps, l'État français a été quand même exemplaire. La France était le seul pays dont les élites allaient passer soit le concours de Polytechnique, soit de l'ENA, qui étaient des écoles formant des fonctionnaires... Mais aujourd'hui, qui parmi mes étudiants veut faire l'INSP ? Ça n'a plus aucun intérêt pour eux ! On sent véritablement aujourd'hui une désaffection pour cette haute fonction publique, qui était quand même, au-delà des politiques, la garante d'une certaine éthique... Le problème c'est que, si on change le modèle, la relation du français à l'État reste, elle, toujours aussi importante. J'aurais presque tendance à dire que, pour le coup, je serais encore plus pessimiste que Nicolas Baverez !

Nicolas Baverez : Le génie du général de Gaulle, c'est d'avoir fait croire à la France et aux Français qu'ils figuraient parmi les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. C'était un arrangement avec la vérité d'un point de vue historique, mais ce mensonge a été, pour le coup, extrêmement positif et vertueux. Il a permis de reconstruire et de moderniser le pays. Mais il existe un autre grand paradoxe : le général de Gaulle a fait croire, en 1958, que l'État était omnipotent et omniprésent. En réalité, c'est plus complexe. La décennie miraculeuse de

1958-1968 a été marquée par une grande politique de l'offre; une *vraie* politique de l'offre, c'est-à-dire celle qui oriente l'argent public et privé vers l'investissement et l'innovation. L'investissement a atteint 25 % du PIB dans les années 60. L'ampleur du déplacement du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital, au début des années 60, constitue l'une des explications cachées de mai 1968. Mais il a permis l'ouverture réussie de l'économie au marché commun et l'internationalisation des entreprises françaises qui a été prolongée et accentuée par Georges Pompidou. L'État a joué un rôle de pilote et de garant. Mais le secteur privé a joué un rôle déterminant. Le drame, c'est que le modèle d'économie administrée a été remis en place, durci et fossilisé en 1981, avec l'étatisation, les nationalisations, la cascade de mesures sociales non financées – dont le calamiteux abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans dont nous ne sommes toujours pas sortis. Le modèle économique des années 60 montre qu'il est possible d'obtenir des performances exceptionnelles quand on aligne l'État, les entreprises et les citoyens. Le Plan a été certes un lieu de concertation très important pour orienter les capitaux lors du plan Marshall, mais, à partir des années 1960, c'était avant tout un lieu qui permettait de fédérer les énergies, de réfléchir à l'avenir; ce n'était plus l'opérateur qui distribuait le capital dans l'économie française. Il est faux de prétendre que le développement de l'économie française a toujours été placé sous le signe de l'étatisme et du colbertisme ou de soutenir que les seules périodes de modernisation ont été portées par l'État. En tout cas, au XX^e siècle. Lors de la Belle Époque, des Années Folles puis des Trente

Glorieuses, les acteurs privés ont été au cœur de la croissance, de l'investissement et de l'innovation. Il ne faut pas croire que l'économie française ne s'est développée que par et pour l'État.

Michel Cottet⁹ : *Vous dites qu'il faut de l'investissement, or l'État ne peut pas investir, car il est endetté. Les pays étrangers, eux, investissent en France, mais nous, non ! Il me semble que la clé doit être à chercher chez les Français eux-mêmes, puisque leur taux d'épargne est très important et qu'il est constitué essentiellement d'épargne un peu étatisée ou réglementée. Comme les Français ont plutôt une aversion au risque, il faudrait trouver une forme de garantie. Le Prêt Garanti par l'État (PGE) a été une réussite, mais c'était d'un prêt. Est-ce qu'il ne faudrait pas inventer une espèce de garantie de l'État sur les investissements, afin que les Français, de placeurs en assurance-vie qu'ils sont, deviennent des « business angels » et décident d'investir dans les entreprises françaises ? Comme l'entreprise n'a pas la cote, comment fait-on pour que les Français se réapproprient l'entreprise ?*

Nicolas Baverez : Pour moi, la solution passe par les fonds de pension, parce qu'ils constituent le meilleur moyen de motiver les Français à générer une épargne longue et à l'orienter vers les entreprises plutôt que vers le

9. Directeur général SIAGI, société de financement spécialisé dans la garantie de bonne fin des crédits aux entreprises.

financement des déficits publics. Le paradoxe, c'est que ce mode d'épargne est accessible aux fonctionnaires, avec la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)¹⁰, et aux professions libérales, avec la loi Madelin¹¹, mais interdit aux salariés. C'est à la fois absurde et injuste ! L'idée de faire travailler le CAC 40 principalement pour les retraités américains, sachant qu'ils sont déjà beaucoup plus riches que les salariés et les retraités français, est pour le moins étrange... Un autre instrument qui a connu un grand succès et qui pourrait nous inspirer est la loi Monory de 1978¹². On pourrait créer des produits d'épargne qui permettraient aux Français d'accéder à des poches d'investissement risqué (type *private equity*), mais dans le cadre d'une mutualisation de ces risques et des différentes classes d'actifs. Technique, cela ne pose aucun problème. Ce qui manque, c'est la volonté et le passage des mots aux actes. Donc : fonds de pension, mise en place de produits type Monory associés à un avantage fiscal. Mais il faut ajouter autre chose : la déréglementation. Avec Solvabilité II, on a interdit aux assureurs d'investir dans les entreprises, puis on les a obligés à affecter des enveloppes d'investissements aux PME,

10. Crée en 2005, elle s'applique uniquement sur les primes, les indemnités et les rémunérations non concernées par le régime général.

11. Qui permet de se constituer une épargne retraite individuelle complémentaire pour les professions libérales et les travailleurs indépendants.

12. La loi Monory du 13 juillet 1978 visait à orienter l'épargne vers un financement stable des entreprises françaises, avec deux volets : un renforcement des fonds propres des entreprises à travers la déductibilité des acquisitions complémentaires d'actions ou d'obligations françaises ; l'orientation de l'épargne vers le marché obligataire des secteurs public et privé par un système de taux de prélèvement obligatoire pénalisant l'épargne non placée.

à l'innovation, à l'industrie. C'est insensé. Avec Bâle III, on a ligoté les banques européennes et fait basculer toutes les activités à haute valeur ajoutée chez leurs concurrentes américaines. Avec la taxonomie, l'Union a assimilé l'industrie de défense à celle de la pornographie, alors même que nous devons réarmer face à la menace vitale de la Russie. Cessons ces absurdités et appliquons les recommandations du rapport Draghi en France comme en Europe. Mais appliquons-les réellement et très vite.

Invité : *J'ai participé à une conférence avec Denis Olivennes dans les locaux du Medef, et je voulais savoir comment vous vous positionnez par rapport à quelques idées qu'il nous a présentées. Son idée principale, c'est que les Français ne travaillent pas assez, parce qu'il y a beaucoup de jeunes qui sont hors emploi. Ensuite, il y a l'emploi des seniors, qui rencontre les problèmes que nous connaissons. Son idée consistait à basculer une partie du financement de l'État-providence, au sens large, en réduisant les prélèvements et les impôts sur ces deux facteurs essentiels que sont le travail et capital, et à engager un vrai débat de société sur les autres éléments improductifs, sur lesquels on pourrait asseoir une partie de ces prélèvements. Il a évoqué, par exemple, les droits de succession, en rappelant d'ailleurs le paradoxe qu'il semble que ce soient les Français les plus modestes, lesquels finalement ne gagnent pas grand-chose à la réduction des prélèvements sur le patrimoine, qui sont les plus attachés à la transmission, y compris du petit capital, qu'ils ont accumulé dans leur vie...*

Nicolas Baverez : Le constat sur l'insuffisance du travail, je le partage, évidemment. J'insiste sur le fait qu'il faut toujours regarder deux choses : la quantité de travail, où l'on est très en retard, mais aussi la qualité du travail. Or la France souffre d'un problème majeur de sous-productivité. Les enquêtes montrent que près de la moitié des salariés français occupent un poste pour lequel ils n'ont, en réalité, pas vraiment les compétences ! Il y a un énorme travail de requalification de notre main d'œuvre, qui est le pendant de la désmicardisation. Là où je serais moins en accord avec Denis Olivennes, c'est sur les jeux de bonneteau qu'il propose concernant la fiscalité. En réalité, la France est déjà au top sur toutes les catégories d'impôts et de taxes. Quand on est libéral, on est a priori favorable à l'impôt sur les successions, qui rebat les cartes à chaque génération et contribue au mouvement des capitaux comme à la mobilité sociale. Mais il faut introduire deux nuances très importantes. D'abord, ce qui fait la force de l'Italie, de l'Allemagne, voire de l'Espagne, c'est le capitalisme familial, qui permet d'ancrer les entreprises dans la durée et leur donne une très grande stabilité dans leur actionnariat comme dans leur stratégie. Les droits de succession élevés détruisent le capitalisme familial. C'est une des erreurs majeures de la France qui, à travers les droits de succession et l'ISF, a détruit son *Mittelstand*, contrairement à l'Allemagne ou à l'Italie. Nos PME/PMI ont été massivement vendues à des opérateurs étrangers par des familles qui se sont ensuite installées en Belgique, au Royaume-Uni, en Italie ou en Espagne, nous faisant perdre au moins 150 milliards d'euros de capital productif... C'est un choix suicidaire, qui se

prolonge avec la mise en cause du dispositif Dutreil¹³. En Italie, il n'existe pas de droits de succession sur les entreprises familiales. Et c'est une des raisons du dynamisme de l'industrie transalpine et de ses succès à l'exportation.

Ma deuxième nuance, c'est qu'on ne peut pas raisonner sur un seul impôt. Le problème, ce ne sont pas les droits de succession, c'est la fiscalité sur le capital dans son ensemble. Elle atteint des niveaux confiscatoires si l'on agrège l'impôt sur les revenus des placements financiers, sur les plus-values, la taxe foncière, l'IFI, l'impôt sur les successions, sans oublier la CSG et la CRDS. Cela n'a aucun sens de prétendre que l'on impose des rentes avec les successions. Emmanuel Macron soutient que l'immobilier est une rente, alors qu'il sert d'abord à loger les gens. Il a réussi à provoquer la pire pénurie de logement depuis les années 1950. Ces raisonnements sont pervers et dangereux. Aujourd'hui, en France, le seul impôt qui pourrait être augmenté est la TVA parce que c'est le seul qui se situe un peu en dessous de la moyenne européenne. C'est la seule marge, et elle a des effets tant sur le développement de l'économie clandestine que sur la consommation. Sur le capital, nous sommes à des niveaux déjà déraisonnables qui dépasse 60 %. Et nous avons un besoin vital de conserver et mobiliser notre capital pour répondre aux besoins de financement du vieillissement, de la réindustrialisation, de l'IA, de la transition écologique et du réarmement.

13. Qui ouvre à une exonération partielle de droits de succession ou de donation pour faciliter la transmission des entreprises.

Olivier Dutheillet de Lamothe ¹⁴ : *Je pense que des intellectuels comme vous, qui portent un discours fort dans toute la nomenklatura, jouent un rôle très positif. Comme la personne qu'on a entendue, il y a quelques semaines, Madame Agnès Verdier-Molinié ! Si vous n'étiez pas là, la situation serait peut-être encore pire... Je voudrais revenir sur la question de l'emploi. Il y a deux ans, il y avait eu une forte embellie de la situation, puisque le taux de chômage était descendu à 7 %, c'est-à-dire deux points au-dessus du taux de chômage structurel. D'ailleurs, le gouvernement avait communiqué en long, en large et en travers sur le plein emploi enfin retrouvé. Je pense que c'était dû, en réalité, largement à l'investissement massif d'argent public qui avait été fait dans les entreprises, avec l'activité partielle, au moment de la crise Covid. Autrement dit, les entreprises françaises sont sorties, en réalité, en meilleure forme de la crise qu'elles n'y étaient entrées, parce que l'État y a déversé énormément d'argent, ce qui montre d'ailleurs l'efficacité, encore aujourd'hui, des politiques keynésiennes. Mais pourquoi la situation s'est-elle beaucoup détériorée l'année dernière ? Est-ce que c'est juste lié à la conjoncture économique ? Ma deuxième question concerne le taux d'activité. Notre taux d'activité est beaucoup trop faible, puisque nous sommes dans le pays où on entre le plus tard dans la vie active, où on en sort le plus tôt, et où on travaille le moins quand on y est. Pendant longtemps, cette situation était compensée par le taux de productivité des salariés français. Les statistiques montraient que*

14. Avocat, ancien membre du Conseil d'État.

le taux de productivité des salariés français était supérieur au taux de productivité des salariés américains. Il y a eu un effort de productivité considérable, dont on a vu d'ailleurs les conséquences en termes de souffrance au travail, parce qu'il y a des gens que cela a fortement abîmés. Ma deuxième question est donc la suivante : qu'est-ce qui explique que maintenant le taux de productivité soit très mauvais ?

Nicolas Baverez : En fait, l'amélioration du marché du travail découle de deux grands changements. D'abord, des politiques ont été mises en place, depuis maintenant plusieurs décennies, qui ont permis d'avoir plus de création d'emplois à croissance équivalente en subventionnant les bas salaires. On a donc créé quantitativement de l'emploi. En revanche, et cela va jouer pour la réponse à votre deuxième question, la France subventionne massivement les basses qualifications et dissuade les emplois qualifiés. Ce qui fait qu'on a un exil important des talents et des hautes qualifications. Cette politique permet de créer de l'emploi à partir de 0,5 % de croissance au lieu de 2 %. Mais c'est de l'emploi peu qualifié et subventionné massivement par les allégements de charges... Le deuxième effet, plus récent, à mettre au crédit d'Emmanuel Macron, c'est le développement de l'apprentissage pour lequel on a mobilisé des sommes extrêmement importantes. Cela a un effet positif, puisque beaucoup de jeunes ont trouvé du travail. Mais cela coûte cher aux finances publiques et pèse négativement sur la productivité.

Pour ce qui est de la productivité, tous les pays développés ont connu un trou d'air lié à la pandémie de Covid. Mais la France est le seul pays à subir une baisse de 6 % de la productivité, quand elle progresse de 2,5 % par an aux États-Unis. Les explications sont multiples et complexes et beaucoup d'articles économiques ont cherché à les cerner¹⁵. L'un des points communs avec les autres pays, c'est le télétravail, dont on sait que si la dimension « télé » est certaine, la dimension « travail » est parfois moins évidente... Ceci dit, les États-Unis générèrent des gains de productivité, alors qu'il y a beaucoup plus de télétravail, notamment dans les services à haute valeur ajoutée. En France, il faut certainement prendre en compte l'effondrement du système éducatif et du niveau scolaire, la subvention massive des emplois peu qualifiés et le développement récent de l'apprentissage.

Concernant la gestion du Covid, je serais plus réservé sur le bilan du keynésianisme d'État... Le « quoi qu'il en coûte » est l'un des facteurs clés du déclenchement et de l'accélération de la crise financière. Les Prêts Garantis par l'État (PGE) ont fabriqué des entreprises zombies qui alimentent le flux des 66 000 faillites. Parmi les problèmes qui vont émerger en 2025-2026, figure le mur de la dette des entreprises bénéficiaires des PGE. Il ne fait aucun doute qu'à partir du moment où on confinait, il fallait qu'il y ait une mobilisation, mais on a dépensé beaucoup plus d'argent que les autres pays développés,

15. Voir par exemple : <https://www.alternatives-economiques.fr/productivite-raisons-de-panne/00113467>

et de manière inconsidérée et inefficace. Et l'on a fait de cette intervention démesurée de l'État un régime permanent en le poursuivant après la fin de la pandémie. Nous en payons aujourd'hui le prix fort.

André Comte-Sponville : *Vous avez dit, en passant, que nous étions à la fin de la mondialisation. De la mondialisation heureuse et pacifique, je le comprends, mais les marchés restent mondialisés, non ? Peut-on vraiment dire que la mondialisation est terminée ?*

Nicolas Baverez : Le XXI^e siècle demeure le siècle de l'histoire universelle. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité, que tous les hommes produisent dans un même système, communiquent et partagent la même histoire, même s'ils sont dans des situations très différentes. Avec Internet et les réseaux sociaux, tous ont une part de connaissance sur ce qui se passe partout dans le monde. La mondialisation, sous la forme du cycle de libéralisation des échanges de biens, de services, de capitaux, de données, d'hommes, qui a démarré avec les réformes de Thatcher et Reagan, a accéléré avec la fin de l'Union soviétique et l'ouverture de la Chine, est vraiment close. Il reste certes des interdépendances entre les blocs qui résultent de l'éclatement du système mondial, mais ces interdépendances sont contrôlées par les États. Et ce par le protectionnisme, par les sanctions, par les embargos sur les technologies ou les terres rares, par le contrôle des investissements étrangers. Nous ne sommes plus dans le même monde. L'économie est pen-

sée et dirigée comme une arme. La production et les échanges font l'objet d'une véritable « arsenalisation ». Elle culmine avec la guerre commerciale totale engagée par Trump sur le commerce mais aussi les monnaies, les flux de capitaux et les normes, mais elle avait débuté sous l'administration Biden, avec la multiplication des sanctions et l'embargo sur les technologies liées à l'IA visant la Chine. Aujourd'hui, l'agriculture, l'énergie, la technologie, la monnaie, la finance, les migrants, tout obéit à une logique d'affrontement et de rapports de force. C'est un changement radical.

Nous avons basculé à l'âge des empires, caractérisé par une paix impossible et une guerre permanente, par le primat de la force sur le droit, par la politique de puissance. Dans ce monde, la survie de la liberté passe par l'affirmation de la souveraineté et la capacité à assurer soi-même sa défense en toutes circonstances. Il est grand temps que la France et l'Europe sortent du déni dans lequel elles se sont enfermées et s'engagent dans la redéfinition de leurs modèles respectifs. Autour de la production, du travail, de l'investissement et de l'innovation pour la France. Autour de la souveraineté et de la sécurité pour l'Union européenne.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitinal
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray

-
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations franco-russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiites et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillié
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardashir Amir-Aslani
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
 - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
 - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
 - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
 - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
 - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
 - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?
Philippe Chalmin
 - Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
 - L'avenir du féminisme - Caroline Fourest

-
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
 - Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
 - Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
 - Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
 - La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
 - L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
 - Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
 - Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
 - Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
 - La droite en France - David Lisnard
 - Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu
 - L'économie du bonheur - La croissance rend-elle les individus heureux ? - Claudia Senik
 - L'énergie en 2050 - Marc Fontecave
 - La spiritualité en 2050 - Frédéric Lenoir
 - L'Asie en 2050 - Valérie Niquet
 - Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ? - Bruno Tertrais
 - Les dangers de la morale, une approche neurocomportementale - Jean Decety
 - La vieillesse en 2050 : défis et révolutions - Jean-Marc Lemaitre
 - La lecture en 2050 - Michel Desmurge

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thouroult
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddinne Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen

-
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
 - Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
 - L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Delyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ? Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ? Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley
- Santé - Évolutions mondiales, problèmes français - Jean de Kervasdoué

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

Mesures et démesures du modèle français

Nicolas Baverez s'est fait connaître du grand public, en 2003, par un essai retentissant : *La France qui tombe : un constat clinique du déclin français*. Aussi le range-t-on volontiers parmi les « déclinistes ». Le titre de son nouveau livre, *Sursaut*, semble vouloir infirmer cette étiquette trop commode. Mais son sous-titre *La France qui tombe, 20 ans après* nous rappelle qu'un sursaut est d'autant plus nécessaire que la situation est plus inquiétante.

Tel est bien, pour Nicolas Baverez, le cas. Notre modèle économique et social, caractérisé par des dépenses publiques considérables (58 % du PIB) et financé à crédit (la dette publique est passée de 10 % du PIB, en 1973, à 114 % en 2024), est devenu « insoutenable », au point que, « dans l'Europe d'aujourd'hui la France est devenue un contre-modèle, l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire dans le monde du XXI^e siècle ». Pessimisme ou lucidité ? Déclinisme ou volonté de sursaut ? Le lecteur jugera.

André Comte-Sponville

Nicolas BAVEREZ



Historien, économiste et avocat, Nicolas Baverez est éditorialiste au Point et au Figaro. Il est l'auteur de plusieurs essais, dont *La France qui tombe* (2004), *L'Alerte démocratique* (2020), *(Re)constructions* (2021), *Démocraties contre empires autoritaires* (2023) et *Sursaut* (2024) aux éditions de l'Observatoire.



La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-34-6
9 782494240346
ISSN 2496-4948 (en ligne)
ISSN-2608-1334 (imprimé)